

Surveillons la surve://ance

La revue de presse de Jonas@framasoftware, qui paraît quand il a le temps. Épisode N° 2/n

Effacer n'est pas supprimer : votre historique de Safari demeure longtemps dans iCloud

(Source : Forbes)

Si vous pensez que la suppression de votre historique de navigation sur votre iPhone ou Mac va faire disparaître définitivement vos habitudes en ligne, vous vous trompez. Lourdemment. Selon le PDG d'Elcomsoft qui commercialise un outil d'extraction des données du iPhone, Apple stocke l'historique de navigation de Safari dans le iCloud, en remontant à plus d'un an, peut-être bien davantage, même lorsque l'utilisateur a demandé qu'il soit effacé de la mémoire.

Tu vois mamie, avec mon iPhone
Je supprime les traces de ma
navigation, et je suis tranquille !



mais oui bien sûr...

hichi

ce que tu peux
être naïf
quand même



Jay Stanley, spécialiste de l'analyse des politiques de confidentialité à l'ACLU (Union américaine pour les libertés civiles), dit que les entreprises doivent être vigilantes et suivre les bonnes pratiques en détruisant vraiment les données des utilisateurs qui le demandent.

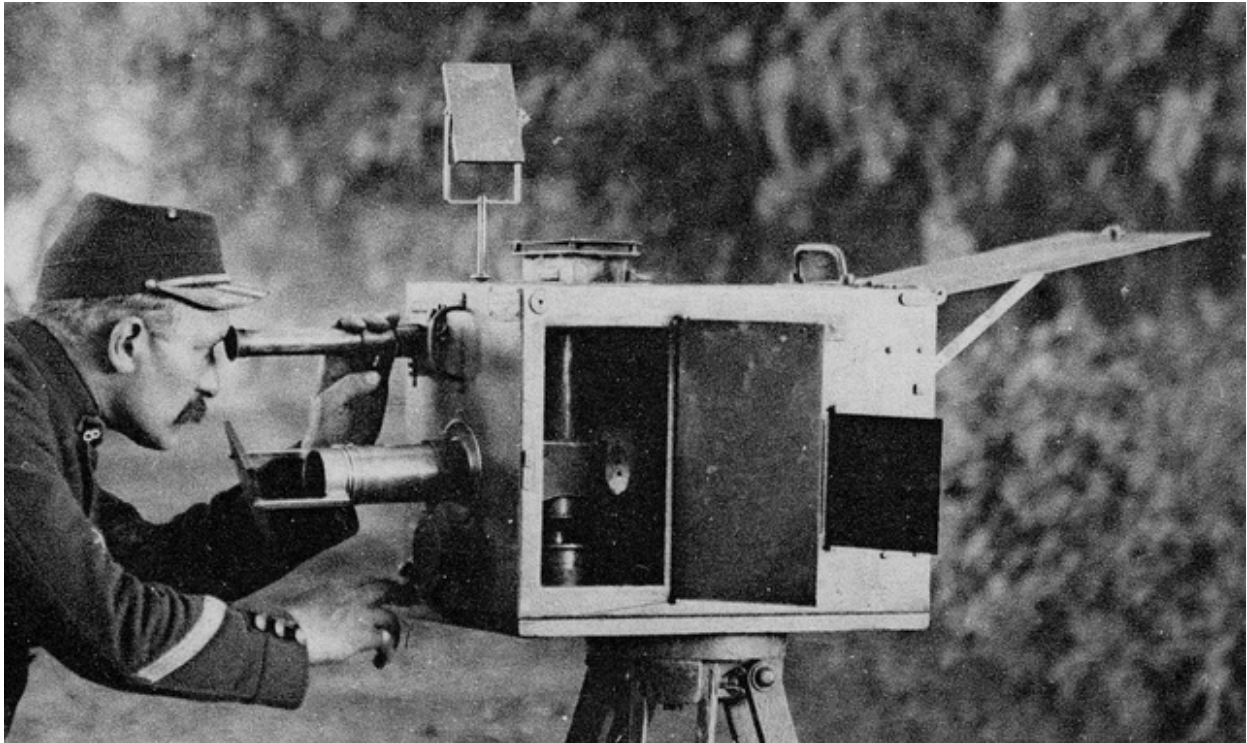
Il rappelle : « l'historique de navigation est un ensemble de données extrêmement sensibles. Elles révèlent les centres d'intérêt des personnes, ce qui les préoccupe, un grand nombre des pensées qui les traversent, ainsi que des informations sur leur santé et leur sexualité ».

L'article se termine par une mise à jour rassurante : Apple semble avoir corrigé le problème dans la dernière version de son OS. Cependant il est conseillé aux utilisateurs soucieux de leurs données sensibles de désactiver la synchronisation de Safari avec iCloud.

Vos comptes Gmail espionnés légalement

(source : Papergeek)

La justice vient de statuer sur les données stockées sur les serveurs de Google, dont celles du très populaire service de messagerie Gmail. Elle a donc décidé de forcer la firme à divulguer les données de n'importe lequel de ses utilisateurs quelle que soit la nationalité, que vous résidiez ou non aux États-Unis. Même si les données en question se trouvent sur des serveurs en dehors du territoire des États-Unis.



« Nersac, un poste optique ». Détail d'une carte postale française de 1910. Domaine public, image procurée par Signal mirror.

Cyber-harcèlement d'état ?

(source : The New York Times)

Au Mexique, les partisans d'une taxe sur les sodas, comme des nutritionnistes ou responsables de la santé publique, sont victimes de messages électroniques inquiétants ou menaçants. La taxe est destinée à réduire la consommation de boissons sucrées et donc l'obésité, mais elle se heurte évidemment aux pressions des géants voisins des boissons gazeuses, pressions relayées semble-t-il par le gouvernement mexicain lui-même.

Les liens envoyés étaient accompagnés d'une forme invasive de logiciels espions développée par NSO Group, un cyber-distributeur israélien qui vend ses outils d'espionnage exclusivement aux gouvernements et qui a des contrats avec plusieurs agences à l'intérieur du Mexique, comme le révèlent des fuites publiées l'an dernier par le New York Times.

NSO Group et les dizaines d'autres « espioniciels » commerciaux qui sont apparus autour du globe au cours de la dernière décennie opèrent dans un marché largement non réglementé. Les fabricants de ces logiciels espions comme NSO Group, Hacking Team en Italie et Gamma Group en Grande-Bretagne assurent qu'ils vendent des outils uniquement aux gouvernements pour les enquêtes criminelles et terroristes.

Mais les services gouvernementaux ont toute latitude pour décider qui ils veulent ou non pirater avec des outils d'espionnage qui peuvent tout pister de leur cible : tous les appels téléphoniques, les textos, les courriels, les frappes au clavier, la localisation, chaque son et chaque image.



Jonas rejeté par la baleine. Enluminure de la Bible de Jean XXII.

École française du XIV^e siècle – Domaine public (via Wikimedia Commons)